



BANGUI

**ACCROITRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DE
L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET
DE MAGISTRATURE**

MINUSCA EN

ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #85 - AOÛT 2021



**LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS
VULNÉRABLES AU CŒUR DE
L'ENGAGEMENT DE LA MINUSCA
SUR LE TERRAIN**



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



La lutte contre les Fake-news nous concerne tous

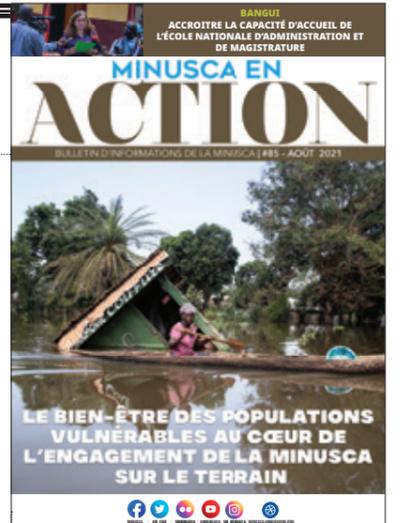


MÉFIEZ-VOUS DE CERTAINS CONTENUS DIFFUSÉS
SUR LES MÉDIAS SOCIAUX



SOMMAIRE

- 4 - LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS VULNÉRABLES AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT DE LA MINUSCA SUR LE TERRAIN
- 5 - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU
- 6 - **BAMBARI** UNE SOLUTION IMMÉDIATE ET DURABLE A LA SITUATION DES DÉPLACÉS INTERNES
- 7 - TOUCHER DU DOIGT LES BESOINS RÉELS DES POPULATIONS DE OUANDJA-KOTTO
- 8 - **NGREVAÏ** QUAND UN PROJET DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE APAISE LES COMMUNAUTÉS
- 11 - **INTERVIEW** OLGA SIMANDELE EST SENSIBILISATRICE POUR LA PAIX ET À LA COHÉSION SOCIALE, DANS LA NANA-GRIBIZI
- 13 - **BANGUI** RENDRE OPERATIONNELLE LA DIRECTION DES SERVICES DE POLICE JUDICIAIRE
RECONNAITRE LA CONTRIBUTION DES CASQUES BLEUS DES FORCES SPÉCIALES DU BANGLADESH ET CEUX DU BATAILLON MAROCAIN POUR LA PAIX EN RCA
- 14 - **BANGUI** ACCROITRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE MAGISTRATURE
- 16 - **BANGUI** ACCROITRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE MAGISTRATURE
- 17 - FACILITER LA CIRCULATION ENTRE LA COMMUNE DE NANA-BAKASSA ET LES LOCALITÉS VOISINES



DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Biliaminou Alao,
Deubalbet Wewaye,
Ghislaine Atta,
Maria Kabatanya,
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo,
Leonel Grothe,
Capt. Heru Trianto,
Erick-Christian Ahounou,
Rouafi Fati (UNPOL),

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

MINUSCA EN ACTION
#85 - Août 2021

LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS VULNÉRABLES AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT DE LA MINUSCA SUR LE TERRAIN

La Journée mondiale de l'aide humanitaire est célébrée tous les 19 août de chaque année. Pour cette année, les efforts sont concentrés autour de : #LaCoursePourLhumanitaire : un défi mondial pour une action climatique en solidarité avec ceux qui en ont le plus besoin. En novembre prochain, les dirigeants mondiaux vont se retrouver au sommet mondial pour le climat (COP26), pour accélérer l'action en faveur du climat. A cette occasion, nous vous proposons ci-dessous, l'adresse du numéro 1 des Nations Unies.



MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU



Le personnel humanitaire est là pour venir en aide aux populations les plus vulnérables quand survient une catastrophe.

Mais aux quatre coins du globe, les humanitaires font face à des menaces croissantes. Ces 20 dernières années, les fusillades, les enlèvements et autres attaques visant des organisations humanitaires ont été multipliés par 10. Rien que cette année, au moins 72 humanitaires ont été tués dans des zones de conflit.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de rendre hommage au personnel humanitaire, partout dans le monde, et de nous engager à tout mettre en œuvre pour le protéger, lui et le travail essentiel qu'il accomplit.

La campagne de cette année met l'accent sur la crise climatique, qui menace les habitations, les moyens de subsistance et la vie de celles et ceux qui comptent parmi les plus pauvres au monde.

En participant au défi sportif #LaCoursePourLhumanitaire, vous enverrez un message aux dirigeants mondiaux : dans notre action pour le climat, ne laissons personne de côté.

L'urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre. Mais cette course, nous pouvons et nous devons la gagner.

Prêts ? Rejoignons La course pour l'humanité et, ensemble, faisons en sorte que tout le monde franchisse la ligne d'arrivée.

BAMBARI

UNE SOLUTION IMMEDIATE ET DURABLE A LA SITUATION DES DÉPLACÉS INTERNES

La situation des personnes déplacées internes dans la localité de Bambari était au centre de la mission conjointe, du 19 au 20 août 2021, de la ministre de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale, Virginie Baikoua et de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Coordonnatrice humanitaire en Centrafrique, Denise Brown.

Par Alou Diawara



▲ De droite à gauche, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU et Coordonnatrice humanitaire en Centrafrique, Denise Brown, en écharpe rose et la ministre de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale, Virginie Baikoua avec les autorités locales de Bambari

Dans un premier temps, il s'est agi d'évaluer les conditions de vie des personnes déplacées internes qui ont quitté, en juin 2021, sur injonction des Forces armées centrafricaines (FACA), le site Elevage de Bambari où elles étaient établies depuis 2013. Temporairement relocalisées au niveau de la mosquée centrale de la ville, il en est ressorti que ces déplacés font face à diverses difficultés dont les intempéries, surtout en saison des pluies. Après concertation et état des lieux, décision a été unanimement et immédiatement prise de les relocaliser sur l'ancien site des réfugiés soudanais de Pladamada Ouaka, situé au PK10.

« Nous allons les relocaliser ici, mais dans des conditions différentes. C'est-à-dire en

tenant compte des solutions durables. Nous allons discuter entre humanitaires pour cela » a déclaré Mme Baikoua à l'issue de la visite du nouveau site.

Sensible à la situation, Denise Brown, a pour sa part promis que toutes les dispositions seront prises pour que ces personnes retrouvent des conditions de vie décentes, car selon elle, depuis les incidents dramatiques du mois de juin 2021, ou toutes les tentes ont été détruites par l'incendie, il y a eu des pertes en vies humaines et en matériels. La Coordinatrice humanitaire reconnaît que certes des efforts ont été fournis à cet effet par les acteurs humanitaires, « mais ce n'est pas suffisant », a-t-elle dit.

La Représentante spéciale adjointe du

Secrétaire général de l'ONU de rajouter que : « cette population ne peut pas rester sur le site de la mosquée. Ils sont Centrafricains d'abord. Ils ont le droit d'avoir accès à la terre et d'envoyer leurs enfants à l'école. Donc, je suis satisfaite de cette visite, qui nous a permis de discuter avec cette communauté de vive voix, de rencontrer le comité islamique, de discuter avec le préfet

et d'essayer d'identifier des solutions pour cette communauté dans l'immédiat, mais aussi à long terme ».

Faisant d'une pierre deux coups, la délégation a également mis cette mission à profit pour commémorer la Journée mondiale de l'aide humanitaire, laquelle est célébrée tous les 19 août.

TOUCHER DU DOIGT LES BESOINS RÉELS DES POPULATIONS DE OUANDJA-KOTTO

Après plusieurs alertes faisant état de menaces d'attaque de groupes armés sur la population de Sam-Ouandja, chef-lieu de la sous-préfecture de Ouandja-Kotto et des inondations qui auraient laissé un grand nombre de personnes sans-abris dans cette partie de la Centrafrique, une délégation composée du préfet de la Haute-Kotto et des représentants du bureau de la MINUSCA de Bria s'est rendue sur place, le 30 août 2021, pour s'enquérir de la situation sécuritaire et humanitaire.

Par Christian Mapendano



Malgré son enclavement total vis-à-vis des localités voisines, Ouandja-Kotto qui compte 26 000 âmes vient d'être érigé en sous-préfecture. Pour se rendre à Bria, situé à environ 350

kilomètres de là, il faut compter au minimum 7 jours à motocyclette, le moyen de transport le plus adéquat en période de pluies. Selon les secouristes locaux, près de 600 habitations ont été détruites, en août 2021, par des inondations.

Outre ces aléas climatiques, la sous-préfecture de Ouandja-Kotto est aussi en proie à l'insécurité. En l'absence totale des Forces armées centrafricaines (FACA) et des Forces de sécurité intérieure (FSI), ce sont des groupes armés qui y font la loi. Aussi, pour se protéger, les habitants s'organisent tant qu'ils peuvent en groupes d'autodéfense. Plus d'une centaine d'anciens combattants de ces groupes se disent d'ailleurs être prêts à adhérer au processus du Désarmement, démobilisation et réinsertion, mais à la seule condition du déploiement effectif FACA et des FSI, gage de la protection de la population civile.

La jeunesse, quant à elle, réclame la présence de la MINUSCA dans la zone. Pour son président, Mahamud Shérif, « cette jeunesse est encore fragile, traumatisée et surtout analphabète. Comme l'ensemble de la population, elle a besoin d'un accompagnement. Et pour cela, nous avons besoin de la MINUSCA ici pour rassurer tout le monde ».

Le préfet de la Haute-Kotto, pour sa part a dit avoir pris bonne note de la situation. « Nous avons écouté la population. Il se pose plusieurs problèmes. Pas des points d'eau, pas de médicaments à l'hôpital, presque pas de décole. À ce niveau, c'est un problème réel. Nous allons communiquer avec la hiérarchie à Bangui. Le gouvernement va se pencher là-dessus », a promis Thierry-Evariste Binguendji.

Le chef de Bureau de la MINUSCA à Bria, Bara Dieng, sensible aux différentes doléances, de la population, a rassuré qu'une solution sera vite trouvée, et cela, en accord avec les autorités du pays. « La MINUSCA est ici en appui au gouvernement centrafricain. Nous n'allons jamais vous lâcher. On va appuyer le gouvernement pour vous aider. Ensemble nous avons réussi énormément des choses et je suis sûr et certain que nous allons faire plus. Et nous allons continuer, dans la limite de nos moyens pour garder un œil sur Sam-Ouandja », a déclaré Bara Dieng.

NGREVAÏ QUAND UN PROJET DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE APAISE LES COMMUNAUTÉS



▲ Sensibilisation des communautés de Ngrevai sur la paix et la cohésion sociale après la crise intercommunautaire qui a prévalu entre les villages de l'axe Ngrevai-Kotamale par Pierre Emmanuel Ubalijoro, Directeur de la section DDR de la MINUSCA

Le programme de réduction de la violence communautaire (CVR), est un outil très flexible qui permet d'intervenir rapidement en cas de conflit locaux pour offrir une alternative à la violence, améliorer la sécurité et créer un espace de dialogue entre des communautés en conflit. Ce qui peut souvent aboutir à des accords de paix ou de non-agression au niveau local et qui à leur tour sont soutenus par les activités CVR. C'est ce qui justifie la présence de la MINUSCA sur l'axe Ngrevai-Kotamale depuis début juillet 2021.

Par Kakeu Adeline Gouet

Ville située à 32 Km au sud-est de la ville de Kaga-Bandoro dans le centre de la République Centrafricaine, Ngrevai ainsi que plusieurs autres villages de l'axe Ngrevai-Kotamale ont été, le 17 mai 2021, le théâtre d'un conflit intercommunautaire occasionnant 14 morts, 3 blessés et de nombreux déplacés vers la ville de Kaga-Bandoro. Quelques temps après le début de la crise, MINUSCA DDR a lancé le projet CVR dans cette zone avec des sessions de sensibilisation en collaboration avec l'association des Tierce Partie Neutre (TPN) de Kaga-Bandoro. C'est une association spécialisée en médiation et en résolution de conflit. Composés de dix (10) membres de la communauté dont quatre (4) femmes, ces agents de paix sillonnent à moto les 11 villages de l'axe pour



▲ Remise de tôles à la communauté de Ngrevai pour la réhabilitation des maisons, de semences pour la culture et du matériel pour les travaux champêtres par la section DDR de la MINUSCA



▲ Vue d'une des maisons détruites la réhabilitées

sensibiliser les communautés sur la cohésion sociale et la coexistence pacifique, le danger de détenir une arme, la libre circulation des personnes, etc.

Pour Olga Léocadie Simandele, Tierce Partie Neutre, « les activités de sensibilisation qu'on mènent sur l'axe Ngrevaï, ont de l'impact. Nous avons sensibilisé les populations de Ngrevaï et les habitants des 10 autres villages en commençant de Boubou jusqu'à Wanga. Nous avons mobilisé les gens et leur avons parlé de paix, de réconciliation et de cohésion ». Mme Simandele rappelle qu'auparavant, les habitants de Kotamale ne pouvaient pas circuler sur l'axe Ngrevaï, parce que ceux de cette dernière localité disaient qu'ils étaient complices des incendies de leurs maisons et vice versa. D'où l'importance de leur faire prendre conscience et arriver à se pardonner mutuellement.

A côté des sessions de sensibilisation, ce projet CVR offre aux communautés des activités « cash for work » qui en général, consistent en la réhabilitation, des maisons détruites, la construction d'aires de

séchages et de marchés, par les bénéficiaires ainsi que la mise à disposition de tôles pour la réhabilitation des maisons, de semences pour la culture et du matériel pour les travaux champêtres. A la suite des séances de sensibilisations, les communautés ont de façon volontaire déposé 187 armes dont 1 arme de guerre ; ce qui contribuera inéluctablement à la réduction de la violence au sein de ces communautés.

Une initiative qui a été accueillie avec enthousiasme par le chef du village de Ngrevaï, M. Zoumbeti Lucien : « Des hommes armés non identifiés sont venus incendier nos maisons, la MINUSCA est venue à notre chevet, en mettant en place un projet CVR et embauche des jeunes du village. Elle a également construit les aires de séchage de manioc aux femmes et nous remet des semences pour cultiver. La MINUSCA est en train de construire le marché dans Ngrevaï centre afin de permettre aux femmes de s'installer pour vendre leurs produits. Tout ceci nous redonne de l'espoir à la population » a-t-il affirmé.

INTERVIEW

OLGA SIMANDELE EST SENSIBILISATRICE POUR LA PAIX ET À LA COHÉSION SOCIALE, DANS LA NANA-GRIBIZI

Olga Simandele est Tierce Partie Neutre (TPN) de Kaga-Bandoro, certifiée spécialiste en médiation et résolution de conflits. Elle est membre d'un groupe composé de leaders communautaires et autres membres de la communauté ainsi que d'autorités locales. Cette association a été mise en place en 2016 par la section DDR de la MINUSCA et ses membres ont été formés par des experts canadiens. Le 17 mai 2021, un conflit intercommunautaire a éclaté entre les communautés de l'axe Ngrevaï-Kotamale dans la Nana-Gribizi (Centre de la RCA) occasionnant 14 morts, 3 blessés et le déplacement massif des populations vers un nouveau camp de déplacés situé à Kaga-Bandoro. C'est dans ce contexte que ce groupe de personnes TPN mène des actions de sensibilisation pour un retour à la paix et à la cohésion sociale au sein des communautés.

Par Kakeu Adeline Gouet



Qu'est-ce qui vous motive à faire ces sensibilisations ?

Olga Simandele : Lorsque cette crise a éclaté, en tant que Tierce Partie Neutre, la section DDR de la MINUSCA nous a fait appel pour sensibiliser, sur cet axe, les populations, qui sont en conflit, sur le maintien et la consolidation de la paix et aussi sur la libre circulation des personnes. C'est ce que nous faisons depuis maintenant près d'un mois.

Quelles actions concrètes avez-vous menées jusque-là ?

Il y a 11 villages sur l'axe. Nous les sillonnons pour sensibiliser les populations sur des thématiques très importantes telles que la coexistence pacifique, la cohésion sociale, le pardon, la libre circulation, le danger de détenir des armes etc, dans de but de voir revenir la paix et la cohésion sociale au sein des communautés. Nous rencontrons aussi les chefs de villages et de quartiers pour qu'ils nous aident et facilitent la sensibilisa-

tion auprès de leurs communautés. Nous tenons également des réunions avec les personnes déplacées qui se trouvent dans un camp à Kaga-Bandoro. Les gens ont peur et la plupart d'entre eux ont perdu leur maison et tout ce qu'ils possèdent. Nous leur parlons du projet CVR qui est actuellement mis en œuvre dans leurs villages. Le CVR mènent des activités de Cash-for-Work en réhabilitant de maisons détruites, construisant des marchés, des aires de séchage et en assainissant des villages. Il donne aussi des semences pour la culture et des tôles pour la réhabilitation des maisons. Cela donne de l'espoir aux bénéficiaires et les encourage à retourner dans leurs villages.

Quel est l'impact de vos actions ?

Les populations dans les camps des déplacés commencent à retourner dans leurs villages. Nous voyons aussi que la circulation entre les villages a repris. De façon volontaire, les communautés se débarrassent des armes

qu'ils détiennent et les remettent à la MINUSCA. Nous voyons les maisons détruites être reconstruites grâce aux activités Cash for Work de la MINUSCA.

Quelle est la contribution des femmes dans ce processus de paix et de cohésion social ?

D'abord, nous en tant que femmes, au nombre de quatre (4) dans la TPN, nous sommes beaucoup impliquées dans le processus de paix, nous participons à toutes les sensibilisations des communautés en conflit sur l'axe Ngrevai-Kotamale. Les femmes sont beaucoup écoutées dans ce genre de cas lorsqu'il y a un conflit. Par ailleurs, nous encourageons et formons les femmes de ces communautés pour qu'elles nous aident aussi dans les sensibilisations et nous voyons qu'elles sont motivées parce qu'elles ne veulent plus de ce genre de situation. Un jour nos activités de sensibilisation prendront fin. Ces femmes et d'autres membres de la communauté continueront le travail.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le programme de réduction des violences communautaires communément appelé CVR se poursuit et s'articule autour des sessions de sensibilisation à la paix et à la cohésion sociale, les collectes d'armes remises volontairement, les formations professionnelles, et la réalisation de projets communautaires, avec des opportunités de travail contre rémunération à Kaga-Bandoro à Bangui, Bria, Bossangoa, Bouar et Bangassou. Pour l'année 2021, il a déjà enregistré 3872 bénéficiaires, dont 1551 femmes.

EN BREF

■ Le Gabon et le Cameroun réaffirment leur engagement à soutenir le processus de paix en République centrafricaine. Cet engagement a été exprimé durant les rencontres entre les autorités militaires gabonaises et camerounaises avec le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Sidiki Daniel Traoré, à l'occasion de la mission officielle qu'il a effectué dans ces deux pays du 12 au 22 août 2021.

■ En effet, les deux pays ont récemment consenti des efforts financiers conséquents pour renouveler les équipements majeurs de leur contingent. Au cours de ces dernières semaines, plusieurs engins blindés, des véhicules et d'autres matériels de soutien ont été acheminés en RCA pour remplacer les matériels mis à rude épreuve par plusieurs années d'opérations sur des routes difficiles.



▲ Vue du lot d'équipements informatiques et de bureautiques remis par la composante Police de la MINUSCA (UNPol) à la Direction des services de Police judiciaire (DSPJ)

BANGUI RENDRE OPERATIONNELLE LA DIRECTION DES SERVICES DE POLICE JUDICIAIRE

La Direction des services de Police judiciaire (DSPJ) est désormais apte à mener à bien ses missions. Elle vient en effet de bénéficier de la réhabilitation totale de sa salle de base de données ainsi que d'un important lot d'équipements informatiques et de bureautiques. Ce don, d'un coût total de 16 000 000 de Francs CFA, a été officiellement remis par la composante Police de la MINUSCA (UNPol), le 12 août 2021.

Par Fati Rouafi (UNPol)

Un sujet de satisfaction pour le Directeur des services de la Police judiciaire, le Général de Police Denis Mbainguebe. Selon lui, « C'est un geste d'un intérêt capital. Il permettra au personnel de travailler dans un cadre agréable et d'être plus opérationnel dans l'exécution des tâches qui leurs seront attribuées ». Ce dernier remercie la MINUSCA et plaide ensuite pour la mise en place d'un système d'archivage et la formation du personnel en informatique.

Le Coordinateur par intérim de la réforme de la police de la MINUSCA, le Commis-

saire Divisionnaire Windongoudi Hama-dou Guigma a justifié ce geste de la mission onusienne par la mise en œuvre de son mandat et l'appui à la restauration de l'Etat de droit. « Cela va contribuer à soutenir la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités et de développement des Forces de sécurité intérieure », a-t-il déclaré. Le Commissaire Windongoudi n'a pas manqué d'exhorter les utilisateurs à prendre soin des différents équipements à eux alloués.



▲ Le contingent marocain récompensé de la médaille de l'ONU pour leur contribution à la paix le 20 août 2021 en présence du Commandant adjoint de la Force de la MINUSCA, le Général de division Paulo Emanuel Maia Pereira

RECONNAITRE LA CONTRIBUTION DES CASQUES BLEUS DES FORCES SPÉCIALES DU BANGLADESH ET CEUX DU BATAILLON MAROCAIN POUR LA PAIX EN RCA

C'était au cours d'une cérémonie solennelle qui a eu lieu, le jeudi 19 août 2021 à Bangui, sous la houlette de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Lizbeth Cullity.

Par Deubalbet Wewaye et Amuri Aleka

« Cette médaille représente beaucoup pour moi. Je suis tellement fier ». C'est en ces termes que le Capitaine Humayun Kabir a résumé ses émotions après avoir été décoré de la médaille de l'ONU.

Posant fièrement aux côtés de ses frères d'armes, il confie que cette décoration est pour lui la consécration de ses efforts personnels ainsi que celui de son pays au retour à la paix en Centrafrique. A 32 ans, le capitaine Humayun est interprète au sein du contingent de la Force spéciale bangladaise (BANSFC-5) de la MINUSCA depuis son déploiement le 25 août 2020. Pour lui, l'armée c'est la résultante d'un rêve de gosse. « J'ai aussi été fortement influencé par mon

cousin qui était déjà engagé au sein de l'armée bangladaise. Je l'admirais beaucoup et c'est lui qui m'a donné la motivation », confie-t-il.

Aux côtés de ses collègues, le capitaine Humayun a au quotidien, accompli de multiples missions, notamment la reconnaissance, les patrouilles de longue portée et la collecte de renseignements, les opérations spéciales telles que le bouclage et la recherche, les opérations d'extraction et de sauvetage et l'arrestation de cibles désignées.

Ce dévouement est à l'image de tous les éléments du contingent.

Le 27 décembre 2020, jour des élections



▲ Cérémonie de remise de médaille des Nations Unies à 150 Casques bleus des Forces spéciales du Bangladesh à la base de la MINUSCA située au camp M'poko, par la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Lizbeth Cullity

présidentielle et législatives en RCA, le contingent de la force spéciale du Bangladesh a fait montre d'un courage et d'une bravoure exceptionnels à Bozoum (à environ 375 km au nord-ouest de Bangui) pour repousser une attaque de coalition de groupes armés et rétablir un environnement de vote paisible. Le 9 janvier 2021, lors d'une autre attaque de groupes armés, contre le centre de formation des Forces armées centrafricaines (FACA) et le camp de la MINUSCA à Bouar (à environ 435 km au nord-ouest de Bangui), le BANSFC-5 a fait preuve d'un courage exceptionnel et a réussi à repousser l'attaque hors de la ville.

Un jour spécial pour le bataillon marocain de la MINUSCA basé à Bangassou

Là-bas, 752 Casques bleus dudit bataillon et trois observateurs militaires ont été récompensés pour leur contribution au retour de la paix dans le pays. C'était au cours d'une cérémonie tenue, le vendredi 20 août 2021, en présence du Commandant adjoint de la Force de la MINUSCA, le Général de division Paulo Emanuel Maia Pereira.

Déployés dans le pays le 23 avril 2020, les soldats de la paix du le bataillon marocain ont fait preuve de courage et de professionnalisme dans l'exécution de leurs missions.

Ils ont réalisé avec brio et efficacité toutes les opérations qui leur ont été assignées dans le secteur Est. Un motif de fierté pour le Chef adjoint de la Force de la MINUSCA. « Vous avez travaillé sans relâche pour assurer l'accomplissement du mandat de la MINUSCA et celui du Royaume du Maroc, en tant que membre des Nations Unies ; vous avez contribué à aider le peuple centrafricain à maintenir un environnement stable, sûr et apaisé », a déclaré le Général de division Paulo Emanuel Maia Pereira. Ce dernier a également reconnu et félicité les récipiendaires pour les nombreuses actions de sécurisation des populations civiles ainsi que pour la réhabilitation des axes routiers et de bâtiments publics dans la préfecture du Mboumou et du Haut-Mboumou. Lesquelles réalisations ont ravi l'unanimité des populations locales.

C'est donc en reconnaissance de ces efforts et en tenant compte du fait que le bataillon est en fin de mission, cela conformément aux directives des Nations Unies relatives à l'éligibilité, que cette distinction est décernée à ces soldats de la paix.

Pour rappel, le Royaume du Maroc soutient les efforts de la MINUSCA en fournissant des troupes mais également des observateurs militaires depuis le 23 décembre 2014.

BANGUI

ACCROITRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE MAGISTRATURE



▲ Mme Leila Ben Othman, Officier des affaires pénitentiaires de la MINUSCA prononçant un discours devant les officiels le jour de la remise de deux nouvelles salles de classes flambant neuves aux responsables de l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM)

Deux nouvelles salles de classes et une salle de simulation flambant neuves ont été remises officiellement aux responsables de l'École nationale d'administration et de magistrature, au cours d'une cérémonie tenue le lundi 23 août 2021, dans l'enceinte de l'établissement, à Bangui.

Par Deubalbet Wewaye

La MINUSCA, dans le cadre de son mandat, s'est engagée à appuyer le Gouvernement centrafricain dans sa dynamique de renforcer ses services judiciaires et pénitentiaires et de démilitariser ces secteurs. Cela passe, entre autres par le recrutement d'agents pénitentiaires civils, le transfert progressif des tâches de gestion et de sécurité des prisons de l'armée vers les acteurs civils et le renforcement des infrastructures et des capacités des hauts responsables et du personnel carcéral. C'est dans cette logique que la mission onusienne a jugé utile d'apporter son soutien à l'ENAM.

Une aubaine pour le Directeur général de l'établissement, le Professeur Richard Filakota. « La capacité d'accueil au sein de l'ENAM, telle que je l'ai héritée est très amoindrie, cela à cause de l'augmentation de la demande non

seulement pour rendre performant les acteurs judiciaires mais aussi les agents administratifs d'une manière générale. Ce sera l'occasion pour nous de multiplier les conférences. Car nous diffusons ici des formations continues et des formations à la carte. Et tout cela peut se distiller à travers des tables rondes que l'ENAM est censée organiser dans les jours à venir », s'est-il réjoui avant de reconnaître que la mise à disposition de ces bâtiments va non seulement accroître la capacité d'accueil de l'ENAM mais aussi rendre plus aisés les enseignements pratiques.

Pour Leila Ben Othman, Officier des affaires pénitentiaires de la MINUSCA, « cet apport à l'Etat centrafricain concoure au bon déroulement des activités académiques et pédagogiques tels que des formations initiales, des stages de perfectionnement, des séminaires et conférences, à l'attention des agents et cadres de l'administration publique, des services judiciaires, des statistiques, des collectivités territoriales, du secteur privé et de la société civile».

Il est à rappeler que le coût global de la réalisation de ces infrastructures est de 61 195 353 Fcfa.

FACILITER LA CIRCULATION ENTRE LA COMMUNE DE NANA-BAKASSA ET LES LOCALITÉS VOISINES

Un grand soulagement pour les habitants de cette commune située à 60 km au nord de Bossangoa, dans la préfecture de l'Ouham ainsi que pour les populations voisines. Le seul pont qui la reliait à la ville de Kouki et Markounda (nord-ouest RCA) a été réhabilité par les Casques bleus du contingent camerounais de la MINUSCA. La cérémonie de remise de l'ouvrage aux autorités locales a eu lieu, le mercredi 25 août 2021.

Par Poly Muzalia



▲ Remise officielle du pont réhabilité par le contingent camerounais de la MINUSCA au Secrétaire général de la sous-préfecture de Nana-Bakassa, Edgar Namkona

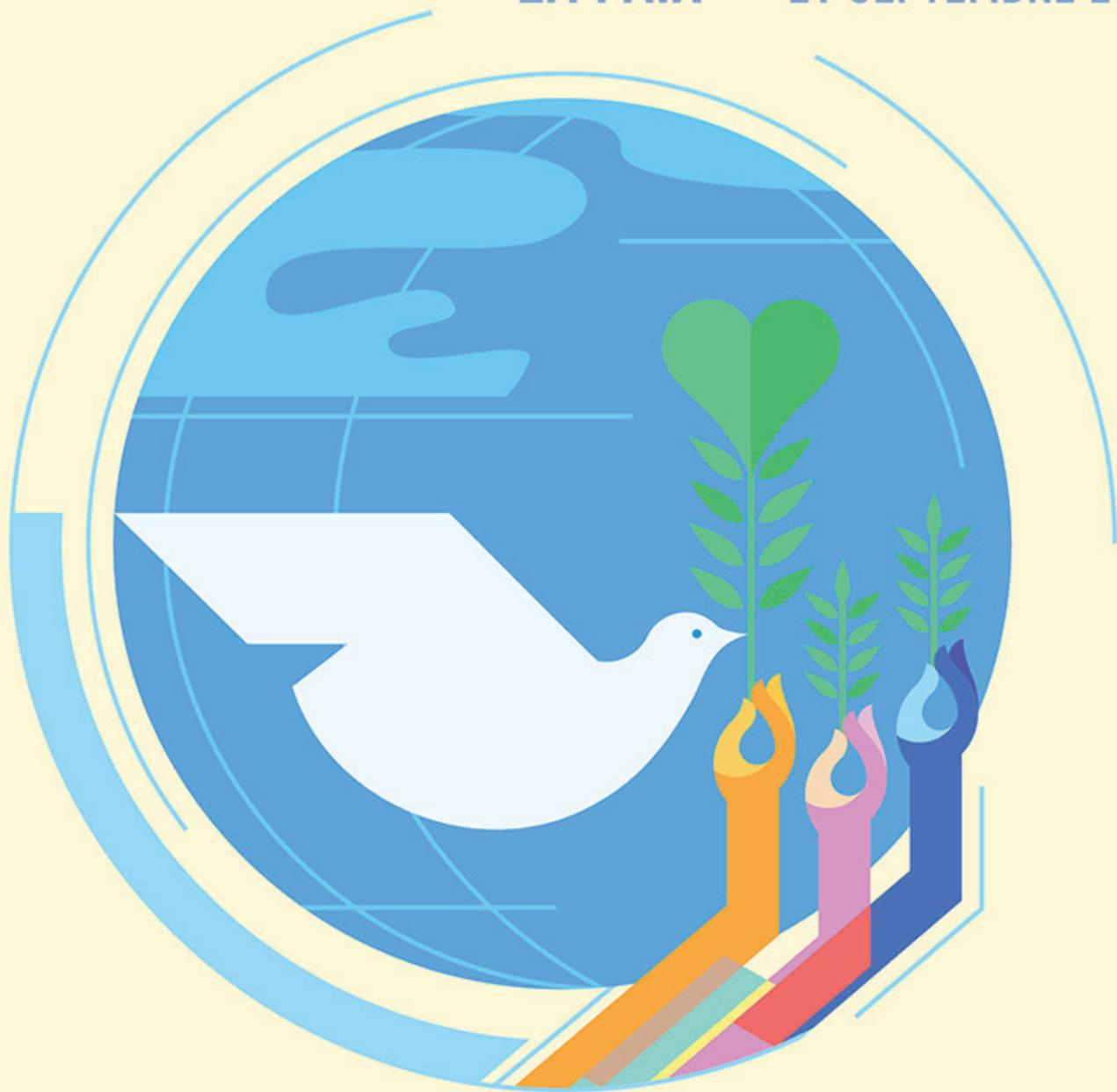
« Traverser cette rivière était un cauchemar. Le pont s'étant affaissé, il fallait patauger dans l'eau pour pouvoir passer. C'était pénible », se souvient, Serge Nganatoua, directeur de l'école de Nana-Bakassa qui est l'un des plus réguliers utilisateurs de cet ouvrage.

En effet, la réhabilitation du pont permettra non seulement de l'accessibilité de la commune de Nana Bakassa aux localités voisines, mais elle va également favoriser la circulation des marchandises. Ainsi, après trois mois d'intenses travaux, le pont est de nouveau opérationnel, à la grande satisfaction du Secrétaire général de la sous-préfecture, Edgar Namkona. « C'est pour nous une grande joie et un soulagement de voir que désormais, les habitants et les commerçants pourront de nouveau circuler librement », a-t-il déclaré.

Même soulagement du côté de la population. Mis à part le commerce et la circulation qui seront plus faciles, la réfection de ce pont aura également un impact sur la sécurité dans la zone, comme le déclare Nambena Jean-Pierre, un habitant de la localité. « Quand il y a des accrochages, les forces de sécurité ont du mal à se déplacer pour intervenir. Maintenant, que le pont est réhabilité, les militaires et gendarmes pourront bouger plus facilement. Pour nous, habitants, la crainte est maintenant dissipée », a-t-il confié.

Notons que la réhabilitation de cet ouvrage a été financée par la Section des affaires civiles de la MINUSCA, dans le cadre des projets à impact rapide, pour un coût global de 9 500 000 FCFA.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE
LA PAIX • 21 SEPTEMBRE 2021



**SE RELEVER,
POUR UN MONDE
PLUS ÉQUITABLE
ET DURABLE**



un.org/peaceday | [#peaceday](https://twitter.com/peaceday)